



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-AC
DDPP-SPE-AC

**ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-122
imposant des prescriptions complémentaires
et actualisant les prescriptions applicables
à la société KEM ONE pour l'installation exploitée
quai Louis Aulagne à SAINT-FONS**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation notamment son article 2 modifié par arrêté du 28 février 2022 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des substances ou mélanges relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1983 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société KEM ONE dans son établissement situé quai Louis Aulagne à SAINT-FONS ;

VU l'étude technico-économique de janvier 2009 relative au positionnement des chambres froides du site vis-à-vis de l'arrêté du 6 novembre 2007 susvisé ;

VU le courrier de demande de bénéfice d'antériorité du 12 avril 2019 concernant la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier de demande de bénéfice de l'antériorité du 23 septembre 2021 concernant la rubrique 2662-1 de la nomenclature des installations classées et la réponse apportée par l'inspection des installations classées le 18 janvier 2023 ;

VU le dossier de porter à connaissance transmis le 29 mars 2024 concernant la modification et la réorganisation des zones de stockage de peroxydes organiques du site ;

VU le rapport d'instruction de l'inspection des installations classées UDR-CRT-25-046-AC du 13 mars 2025 ;

VU la lettre du 25 mars 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations du 2 juin 2025 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société KEM ONE a porté à la connaissance de la préfète du Rhône, le 29 mars 2024, un projet visant à modifier et réorganiser les différentes chambres froides du site ;

CONSIDÉRANT que ces modifications entraînent une augmentation de la quantité de peroxydes de type E stockée sur le site, ayant pour conséquence la soumission au régime de la déclaration au titre de la rubrique 4422 de la nomenclature ICPE ;

CONSIDÉRANT que ces modifications entraînent une augmentation limitée des quantités de produits peroxydes présents sur site :

- sans relever d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au R.122-2 du code de l'environnement, c'est-à-dire sans atteindre les critères de soumission à une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas ;
- sans être susceptible d'entraîner une augmentation des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications nécessitent de mettre en place des prescriptions complémentaires afin de limiter les risques pour les intérêts protégés au titre de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications nécessitent de mettre à jour le tableau des activités autorisées sur le site pour les rubriques 4421-1 et 4422 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le tableau listant les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au regard des modifications précitées, des demandes de bénéfice de l'antériorité déposées et de l'évolution du tableau de référence de la nomenclature ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1983 modifié relatives aux installations de fabrication et dépôts de peroxydes organiques (local utilisateurs et local expéditions) hors des ateliers de polymérisation ;

CONSIDÉRANT les demandes de correction du projet d'arrêté préfectoral adressées par l'exploitant suite à la modification de la nature des peroxydes conservés dans la chambre froide n° 8 ;

CONSIDÉRANT que le peroxyde conservé dans la chambre froide n° 8, par ailleurs déjà présent sur le site, présente des dangers inférieurs à ceux présentés par le peroxyde conservé auparavant dans cette chambre froide ;

CONSIDÉRANT que ces demandes de correction doivent être prises en compte au niveau des articles 5.2 et 5.3 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que le tableau présentant les activités et les substances autorisées contient des informations sensibles vis-à-vis vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il fait l'objet d'une annexe spécifique communicable sur demande ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Bénéficiaire

La société KEM ONE, dont le siège social est situé 19 rue Jacqueline Auriol à Lyon (69008), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants dans l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-FONS, quai Louis Aulagne.

Ces dispositions complètent ou remplacent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

ARTICLE 2 : Modification des listes des activités exercées dans l'établissement

Le tableau figurant au paragraphe 1.1 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1983 modifié susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités classées	Volume par secteur	Régime
1185-2a	Emploi dans des équipements clos frigorifiques ou climatiques en exploitation de quantité unitaire supérieure à 2 kg de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre. Quantité cumulée de fluide : 2219 kg	Ensemble de l'établissement : 2219 kg	DC
1414-2a	Installation de déchargement de bateaux-citernes desservant un dépôt de gaz inflammable liquéfié soumis à autorisation.	Secteur 9 : Appontement bateaux CVM	A
1630-1	Stockage et emploi de lessive de soude à plus de 20 % (NaOH) en poids d'hydroxyde de sodium, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations concernées étant de : 481,5 tonnes	Secteur 7 : stockage 480 t 1 x 165 m ³ (50 %) 1 x 200 m ³ (22 %) emploi : 1,5 t	A
2662-1	Stockage de polymères (PVC et PVCC), le volume global susceptible d'être présent dans les installations concernées étant de : 56 570 m³	Secteur 1 : 44 890 m³ (PVC) Secteur 5 : 8 900 m³ (PVC et PVCC) Secteur 7 : 2 780 m³ (PVC et PVCC)	E
2910-A2	Installations de combustion consommant du fioul domestique, la puissance thermique maximale installée étant de :	Secteur 2 : Groupes électrogènes des secours totalisant 12 MW Motopompe de secours totalisant 110 kW	DC

	12 MW (exprimée en PCI de combustible susceptible d'être consommée en une seconde).	Secteur 8 : Motopompe de secours totalisant 300 kW	
2921-1a	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air qui n'est pas du type «circuit primaire fermé». La puissance thermique évacuée maximale étant de : 45 900 kW	Secteur 2 : Hamon 17 : 1 x 3100 kW Hamon 1 : 2 x 1500 kW Hamon 23 : 1 x 5000 kW et 6 x 5800 kW	E
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques tels que : polymères (PVC et PVCC), la capacité maximale de production des installations concernées étant de : 711,5 t/j	Secteur 2 : 660 t/j (fabrication PVC) Poly 3 : 270 t/j (1 prépo de 27 m3 et 4 autoclaves de 45 m3) Poly 4 : 390 t/j (1 prépo de 20 m3 et 3 autoclaves de 36 m3) 1 prépo de 27 m3 et 5 autoclaves de 50 m³ Secteur 3 : 1,5 t/j (pilote PVC) Secteur 7 : 50 t/j (fabrication PVCC) Deux réacteurs d'une capacité unitaire de 25 t/j	A
3420-b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'acides, tels que : acide chlorhydrique	Capacité de production : 36 t/j	A
3420-c	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de bases, telles que : hypochlorite de sodium	Secteur 7 : 606 t Fabrication : 6 t 1 tour d'absorption de capacité de production de 175 t/j	A
4310-2	Gaz inflammable de catégorie 1 et 2 Chlorure de vinyle monomère (CVM) Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 7,03 tonnes	Ensemble de l'établissement : 7,03 t Secteur 2 : installation de condensation Atelier PVC : 2,7 t Gazomètre de 1250 m³ : 4 t Condensation : 0,15 t Conduites : 0,15 t Secteur 9 : déchargement de CVM Pipe bateau – sphère : 0,03 t	DC
4421-1	Peroxydes organiques de type C ou type D. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 34,01 tonnes	Secteur 1 : 6 t Chambre froide n° 8 : 6 t Secteur 2 : 9 t Poly 3 et poly 4 : 0,5 t Chambre froide n° 9 : 8,5 t Secteur 3 : 19 t Chambre isolée n° 2 : 5 t Chambre froide n° 4 : 5,5 t Chambre froide n° 7 : 8,5 t Pilote PVC : 0,01 t	A

4422-2	Peroxydes organiques de type E ou type F. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 2,01 tonnes	Secteur 2 ou secteur 3 : 2 t Pilote PVC : 0,01 t	D
4510	Substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. Fabrication et stockage d'hypochlorite de sodium (eau de Javel) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 606 tonnes Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	Secteur 7 : 606 t Fabrication : 6 t 1 tour d'absorption de capacité de production de 175 t/j Stockage : 600 t 3 x 140 m ³ (Hors normes)	A Seuil Haut
4710	Stockage et emploi de chlore liquéfié (Cl ₂). Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 t	Voir annexe 1 communicable sur demande écrite adressée à la préfète du Rhône	A Seuil Haut
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2. Chlorure de vinyle monomère (CVM) sous forme de GIL. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	Voir annexe 1 communicable sur demande écrite adressée à la préfète du Rhône	A Seuil Haut

ARTICLE 3 : Exploitation des installations

La société KEM ONE exploite les installations conformément aux conditions décrites dans le porter à connaissance transmis le 29 mars 2024. Elle s'assure particulièrement du respect des dispositions suivantes :

- le stockage des peroxydes de type E ou F est réparti entre les chambres froides CF4, CF7 et CF9 mais sans que la quantité totale de peroxydes présents dans ces chambres froides ne dépasse la quantité autorisée au titre de la rubrique 4421 de la nomenclature des installations classées ;
- avant le 30 juin 2025, l'exploitant s'assure de disposer des moyens de rétention adaptés à la capacité maximale de stockage prévue pour la chambre froide CF9, à savoir 8,5 tonnes. Dans l'attente, il limite la capacité de stockage de la chambre froide CF9 à 7 tonnes de peroxydes.

Lors du prochain réexamen de l'étude de danger, l'exploitant prendra en compte la modification de ces installations.

ARTICLE 4 : Atelier de fabrication de peroxydes organiques

Les dispositions du point 7.2.2.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1983 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 7.2.2.1. Seuls des peroxydes organiques de type C, D, E ou F peuvent être fabriqués et utilisés dans l'établissement. »

ARTICLE 5 : Dépôts de peroxydes organiques

5.1 - Les dispositions du point 7.2.3.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1983 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 7.2.3.1. La société KEM ONE exploite les installations conformément aux conditions décrites dans le porter à connaissance transmis le 29 mars 2024. Elle s'assure particulièrement du respect des dispositions suivantes :

- seuls des peroxydes organiques de type C, D, E ou F peuvent être stockés dans l'établissement ;
- le stockage des peroxydes de type E ou F est réparti entre les chambres froides CF4, CF7 et CF9 mais sans que la quantité totale de peroxydes présents dans ces chambres froides ne dépasse la quantité autorisée au titre de la rubrique 4421 de la nomenclature des installations classées ;
- avant le 30 juin 2025, l'exploitant s'assure de disposer des moyens de rétention adaptés à la capacité maximale de stockage prévue pour la chambre froide CF9, à savoir 8,5 tonnes. Dans l'attente, il limite la capacité de stockage de la chambre froide CF9 à 7 tonnes de peroxydes. »

5.2 - Les dispositions du point 7.2.3.10 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1983 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 7.2.3.10. De plus, pour chaque chambre froide :

- la mesure de la température sera prise dans un récipient identique à celui servant au stockage du produit dont la température de début de décomposition est la plus basse, ou par tout dispositif équivalent en matière de représentativité de la température des produits ;
- si la température intérieure atteint une valeur limite haute fixée par l'exploitant, une alarme sonore et visuelle sera déclenchée et reportée en salle de contrôle sur un emplacement réservé à la surveillance des dépôts ;
- l'acquit de l'alarme température haute sera reporté au bâtiment de stockage ;
- la température de chaque chambre sera enregistrée en salle de contrôle.

Les seuils d'alarme sont fixés comme suit :

Lieu de stockage	T1 ⁽¹⁾ (température de première alerte)	T2 ⁽²⁾ (température d'urgence)	Température de stockage
CI2	30 °C	-	Température ambiante
CF4	- 10 °C	- 10 °C	-16 °C
CF7	- 10 °C	- 10 °C	-16 °C
CF8	- 10 °C	- 10 °C	- 16 °C
CF9	- 10 °C	- 10 °C	-16 °C

(1) La sonde de température est située dans l'air ambiant de la chambre froide.

(2) La sonde de température est située dans un récipient contenant le solvant du peroxyde. »

En cas de modification de la nature des peroxydes stockés, l'exploitant s'assure que les températures de stockage et les seuils d'alarme restent adaptées à la température de décomposition auto-accélérée du nouveau peroxyde stocké. »

5.3 - Les dispositions du point 7.2.3.21 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mars 1983 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 7.2.3.21. Dispositions complémentaires particulières au dépôt « CF 8 » :

Deux dispositifs de mesure-alarme-enregistrement seront installés de manière redondante avec alarme de discordance de mesure. »

ARTICLE 6 :

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Fons et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Fons pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Fons fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (société KEM ONE, quai Louis Aulagne 69191 SAINT-FONS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 8 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Saint-Fons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société KEM ONE.